

<https://ricochets.cc/Etats-democratiques-et-dictatures-preferent-protoger-les-societes-off-shore-et-donc-tous-les.html>



**Etats dits**

**Â« démocratiques Â» et  
dictatures préfèrent protéger  
les sociétés off-shore, et donc  
tous les traffics qui vont avec**

Date de mise en ligne : mardi 26 juillet 2022

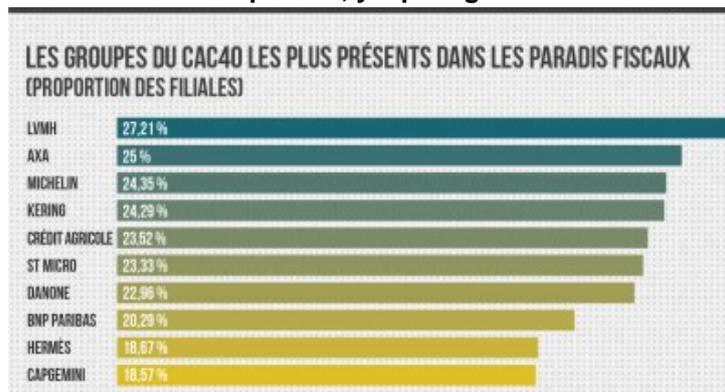
- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

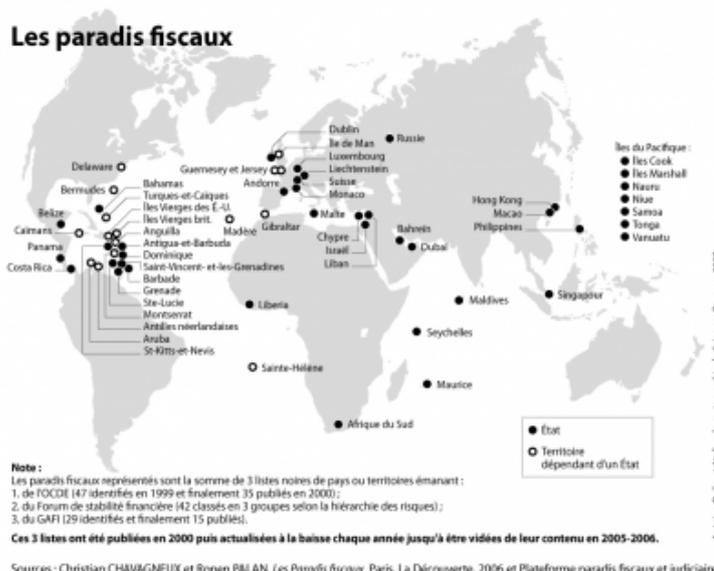
---

Les Etats adorent se donner des airs martiaux et responsables concernant la sécurité, le respect de la loi et de l'intérêt commun, mais quand il s'agit de sévir vraiment contre des structures néfastes qui favorisent et démultiplient les traffics internationaux bien pourris, y a plus grand monde...



Etats dits « démocratiques » et dictatures préfèrent protéger les sociétés off-shore, et donc tous les traffics qui vont avec Chiffres non-complets se basant sur les déclarations

► [Le lanceur d'alerte à l'origine des « Panama Papers » sort du silence : « Ce sont les sociétés-écrans qui financent l'armée russe »](#) - « John Doe », à l'origine de la fuite de données, s'explique, plus de six ans après, et lève le voile sur ses motivations. Il met en garde contre la prolifération des sociétés-écrans et l'usage qu'en font les régimes autoritaires. (...) Ce sont ces mêmes sociétés qui masquent les conglomérats chinois et tuent les mineurs de cobalt au Congo. Elles rendent possibles ces horreurs, et bien d'autres, en supprimant toute responsabilité envers la société. Or, sans responsabilité, la société ne peut pas fonctionner. (...)



Etats dits « démocratiques » et dictatures préfèrent protéger les sociétés off-shore, et donc tous les traffics qui vont avec Les paradis fiscaux servent aussi de points de jonction/mélange entre l'économie légale et illégale

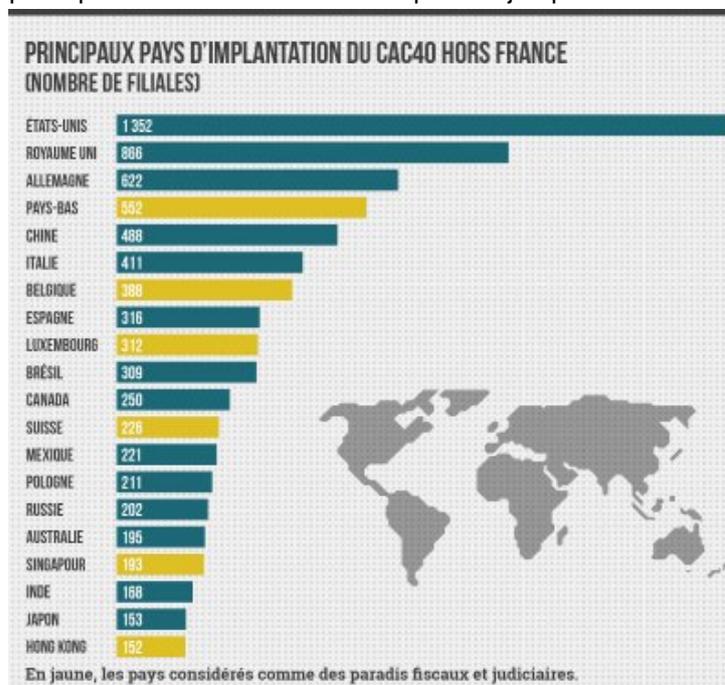
Les société écrans et les nombreux paradis fiscaux pullulent, l'Etat-capitalisme en a vitalement besoin

Les société écrans et les nombreux paradis fiscaux pullulent, logique, l'Etat-capitalisme en a vitalement besoin pour faire circuler au mieux l'argent sale dit légal, alimenter l'économie dite légale par les montagnes d'argent sale bienvenues de l'économie illégale (drogue, prostitution, trafic d'armes...) pour les blanchir, optimiser fiscalement les grosses entreprises pour que les actionnaires se gavent et qu'elles soient compétitives dans le féroce marché mondial, enrichir les rentiers, etc.

Les sociétés écrans sont indispensables à la civilisation industrielle et à ses diverses structures, les Etats ne

se risqueront donc pas à les supprimer vraiment. A la rigueur ils feront un peu de ménage superficiel lors d'un scandale plus sanglant ou éclatant que les autres afin de rassurer les éventuelles contestations en se donnant bonne figure, ce qui satisfera les réformistes qui ne s'attaquent pas aux racines du capitalisme ni à la structure de tendance fatalement totalitaire et non-démocratique qu'est l'Etat.

Dans le libre Marché l'argent n'a pas d'odeur et veut croître à l'infini, le capitalisme et l'Etat n'ont pas de morale, donc la civilisation industrielle ne peut que détruire le monde en l'exploitant jusqu'au bout.



**Etats dits « démocratiques » et dictatures préfèrent protéger les sociétés off-shore, et donc tous les traffics qui vont avec** Chiffres incomplets se basant sur des déclarations

► Voir aussi :

- [Les grandes entreprises françaises restent solidement ancrées dans les paradis fiscaux](#) (les deux graphiques plus haut viennent de cet article)- Selon les données publiques, les groupes du CAC40 ont plus de 17 000 filiales dans le monde. Environ 36% de ces filiales sont localisées en France, tandis que 15% relèvent de juridictions considérées comme des « paradis fiscaux et judiciaires ». Mais la définition de ce qui est ou non un paradis fiscal n'a rien d'évident.  
(...) On notera dans les deux cas la forte présence dans les paradis fiscaux de deux secteurs : le luxe et la banque.
- [De l'entreprise capitaliste à l'entreprise nazie : une même absence de conscience morale \(par Günther Anders\)](#) - Anders y expose en quoi les abominables crimes des nazis ont été rendus possibles et même favorisés par le fonctionnement général du capitalisme (qui, de la même manière, pour la même raison, génère en permanence toutes sortes de désastres sociaux et écologiques). (...) Personne ne peut plus être personnellement tenu pour responsable de ce qu'il fait ; son activité semble ne plus avoir pour lui aucune conséquence effroyable ou immédiate. Cette conception a cours partout : elle a valeur d'évidence aussi bien à Detroit ou à Wuppertal qu'à Stalingrad. Il est caractéristique de l'entreprise en général, du moins de la grande entreprise telle qu'elle domine aujourd'hui, d'exiger (quelle que soit la fin qu'elle poursuit) un engagement total de la part de ceux qui travaillent pour elle ; il est caractéristique, par ailleurs, de celui qui travaille pour l'entreprise d'« agir passivement », de n'avoir aucune part à la définition des buts de l'entreprise, même si son unique raison d'être est pourtant de contribuer jour après jour à les atteindre ; de n'être jamais (pour recourir à une formulation analogue à celle du problème fondamental du marxisme) « propriétaire » des fins de la production, parce que ces fins ne le concernent pas. S'il en va ainsi pour lui et si, par conséquent, il ne connaît pas, n'a pas besoin de connaître ou ne doit pas connaître la fin de son activité, il n'a manifestement pas non plus besoin d'avoir une conscience morale. On peut donc dire que toute « action » approuvée, voire dictée par la

## **Etats dits « démocratiques » et dictatures préfèrent protéger les sociétés off-shore, et donc tous les traffics**

conscience morale individuelle, a été suspendue dans l'entreprise et remplacée par le zèle du collaborateur neutre « à mi-chemin entre l'activité et la passivité ». S'il existe une « bonne conscience » dans l'entreprise, elle consiste paradoxalement en la satisfaction « ou même en la fierté » d'avoir réussi à déconnecter complètement sa propre conscience morale de son activité. L'ouvrier d'usine ou l'employé de bureau qui refuserait de continuer à collaborer à la bonne marche de l'entreprise en alléguant que ce qu'elle produit est en contradiction avec sa conscience morale ou avec une loi morale universelle, ou bien que l'utilisation de ce produit est immorale (du moins qu'elle peut l'être), celui-là passerait dans le meilleur des cas pour un fou et ne tarderait pas à subir en tout cas rapidement les conséquences d'un comportement aussi extravagant. (...)



**Etats dits « démocratiques » et dictatures préfèrent protéger les sociétés off-shore, et donc tous les traffics qui vont avec** Des îles abritent tranquillement des milliers de sociétés-écrans